

Arrêt des poursuites contre les syndicalistes hongkongais-es et les autres combattant-es de la démocratie !

2 avril 2021



Arrêt des poursuites contre les syndicalistes hongkongais-es et les autres combattant-es de la démocratie !

Lee Cheuk-yan, le secrétaire général de la centrale syndicale HKCTU et huit autres opposant-es connu-es viennent d'être inculpés. Ils/elles peuvent écoper de peines allant jusqu'à cinq ans de prison. Le "crime" qui leur est reproché est d'avoir appelé en août 2019 à une manifestation à laquelle avait participé environ un quart de la population.

Deux autres syndicalistes sont en détention provisoire depuis le 28 février :

- Carol Ng, présidente de HKCTU,

- Winnie Yu, présidente du syndicat HAEA de l'hospitalisation publique.

Elles font partie d'une "charrette" de 47 opposant-es de premier plan accusé-es de « complot en vue de commettre un acte de subversion ». Les peines pouvant être prononcées peuvent aller jusqu'à la prison à vie.

Tout cela pour avoir organisé des "primaires" au sein de l'opposition en vue des élections législatives initialement prévues le 6 septembre 2020.

Le pouvoir avait finalement reporté ces législatives au dernier moment. Il craignait en effet de les perdre, comme cela avait été le cas pour les élections locales de novembre 2019 où l'opposition avait raflé 86 % des sièges.

Ces poursuites font partie d'une vaste chasse aux sorcières incluant plus de 2 300 inculpations.

Simultanément, la liberté d'expression, et de manifestation est remise en cause.

Le droit de s'exprimer dans les urnes également : le pouvoir chinois a notamment annoncé le 30 mars que le pourcentage de parlementaires hongkongais-es élu.es au suffrage universel passerait de 57 % à 22 %. La plupart des autres sièges seront dans les faits réservés aux partisans du pouvoir.

L'Union syndicale Solidaires apporte son entière solidarité aux victimes de la répression.

Elle exige l'arrêt des poursuites, ainsi que la libération des personnes emprisonné-es.

Stop the prosecution of Hong Kong trade unionists and other democracy fighters !

Lee Cheuk-yan, the General Secretary of the HKCTU and eight other known opponents have been charged. They can be sentenced to up to five years in prison. The "crime" they are accused of is that in August 2019 they called for a demonstration in which about a quarter of the population participated.

Two other trade unionists have been in pre-trial detention since 28 February :

- Carol Ng, chair of HKCTU,

- Winnie Yu, president of the HAEA public hospital union.

They are part of a "float" of 47 prominent opponents charged with "conspiracy to commit an act of subversion". The sentences can go up to life imprisonment.

All this for having organised "primaries" within the opposition in view of the legislative elections initially scheduled for 6 September 2020.

The government finally postponed these legislative elections at the last moment. It feared losing the elections, as was the case for the local elections in November 2019, where the opposition won 86% of the seats.

The prosecutions are part of a massive witch-hunt that includes more than 2,300 indictments.

At the same time, freedom of expression and demonstration is being challenged.

The right to express oneself in the ballot box is also being challenged : on 30 March, the Chinese government announced that the percentage of Hong Kong parliamentarians elected by universal suffrage would be reduced from 57% to 22%. Most of the other seats will in fact be reserved for government supporters.

The Union Syndicale Solidaires expresses its full solidarity with the victims of the repression.

Ces poursuites font partie d'une vaste chasse aux sorcières incluant plus de 2 300 inculpations.

Simultanément, la liberté d'expression, et de manifestation est remise en cause.

Le droit de s'exprimer dans les urnes également : le pouvoir chinois a notamment annoncé le 30 mars que

le pourcentage de parlementaires hongkongais-es élu.es au suffrage universel passerait de 57 % à 22 %.
La plupart des autres sièges seront dans les faits réservés aux partisans du pouvoir.
L'Union syndicale Solidaires apporte son entière solidarité aux victimes de la répression.
Elle exige l'arrêt des poursuites, ainsi que la libération des personnes emprisonné-es.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Arret-des-poursuites-contre-les-syndicalistes-hongkongais-es-et-les-autres>